

compte tenu du nombre d'employés rétribués à l'heure qui décideront de prendre leur retraite plus tôt. On m'a aussi assuré, monsieur l'Orateur, qu'actuellement on ne prévoit pas délivrer d'autres avis de cessation d'emploi à des employés salariés ou rétribués à l'heure.

• (2.30 p.m.)

M. Mac T. McCutcheon (Lambton-Kent): Puis-je demander au ministre si le gouvernement songe, ou est disposé, à accorder une subvention pour remplacer les salaires et avantages de ceux qui ne sont pas assez fortunés pour être retenus?

L'hon. M. Richardson: Monsieur l'Orateur, je répète que le gouvernement a un certain nombre de programmes. J'ai chargé un groupe de hauts fonctionnaires de collaborer étroitement avec Polymer afin que celle-ci puisse retirer les avantages maximums des divers programmes du gouvernement comme la loi de soutien de l'emploi, le programme des travaux d'hiver et un certain nombre d'autres programmes propres à aider Polymer à maintenir l'emploi.

M. l'Orateur: A l'ordre. Je signale aux députés que le temps achève. La présidence accorde la parole au député de Lambton-Kent pour une dernière question supplémentaire, et nous tenterons de continuer ensuite car nous devons passer bientôt à l'ordre du jour.

M. McCutcheon: Je vous remercie, monsieur l'Orateur. Je me demande si je peux prier le ministre de répondre à ma question.

* * *

LA DÉFENSE NATIONALE

L'AFFECTATION DU CAMP DE SHILO À L'ENTRAÎNEMENT DES TROUPES DE L'OTAN

M. Craig Stewart (Marquette): Ma question s'adresse au ministre de la Défense nationale. Peut-il indiquer à la Chambre si le gouvernement songe ou a songé à accroître le rôle du Camp Shilo dans l'entraînement de nos alliés de l'OTAN et, si oui, y a-t-il eu des accords de signés?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Monsieur l'Orateur, même si nous n'avons pas encore signé d'accord, comme le sait le député, une équipe d'enquêteurs est à Shilo depuis quelques semaines et étudie la possibilité d'utiliser le camp pour entraîner des artilleurs. Tout dépendra de la négociation d'un accord. Nous en sommes présentement au stade de l'étude et les perspectives sont bonnes.

L'AFFECTATION DU CHAMP DE MANŒUVRES DE SUFFIELD À L'ENTRAÎNEMENT DES TROUPES BRITANNIQUES—LE RAPPORT DE L'ÉTUDE ÉCOLOGIQUE

M. Steven E. Paproski (Edmonton-Centre): Ma question s'adresse au premier ministre. Étant donné le résultat négatif du rapport du gouvernement sur les conséquences écologiques possibles des manœuvres auxquelles se livreront des soldats britanniques dans le Sud de l'Alberta le printemps prochain, le gouvernement consentirait-il à réexaminer la question et a-t-il conclu des arrangements définitifs avec les Britanniques?

L'hon. Donald S. Macdonald (ministre de la Défense nationale): Je pourrais peut-être répondre pour le pre-

mier ministre, monsieur l'Orateur. Le rapport, loin d'être négatif, indiquait que, sauf pour un ou deux emplacements dans la réserve de Suffield, le terrain pouvait être utilisé à cette fin, et il le sera.

L'hon. W. G. Dinsdale (Brandon-Souris): Je voudrais poser une question supplémentaire au ministre de l'Environnement. Étant donné qu'il a annoncé, le 8 octobre dernier, que ce rapport serait déposé à la Chambre, est-il en mesure de le déposer à présent?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Je pense qu'il sera déposé dans le courant de la semaine, monsieur l'Orateur.

* * *

LES NATIONS UNIES

L'ADMISSION DE LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE CHINE—LE CAS DE TAIWAN

M. Andrew Brewin (Greenwood): Je voudrais poser une question au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Après la reconnaissance de la République populaire de Chine par les Nations Unies et l'attribution à ce pays d'un siège permanent au conseil de sécurité, le ministre partage-t-il l'opinion émise dans certains milieux, suivant laquelle Taiwan a été expulsée des Nations Unies, ou bien se range-t-il à l'avis de ceux qui estiment que Taiwan n'a jamais été un pays membre de l'ONU?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. Il me semble que, posée ainsi, cette question a quelque chose d'abstrait.

L'EXPULSION DE TAIWAN—LES INTENTIONS DU CANADA

M. S. Perry Ryan (Spadina): Ma question s'adresse au secrétaire d'État aux Affaires extérieures. Maintenant que le Canada s'est prononcé, aux Nations Unies, en faveur de l'expulsion de cet organisme du gouvernement de facto de Formose, quelle initiative le gouvernement entend-il prendre afin d'aider à rétablir une représentation convenable, aux Nations Unies, des 14 millions d'habitants de Formose?

L'hon. Mitchell Sharp (secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur l'Orateur, il n'existe pas, pour autant que je sache, de gouvernement de Formose. Le gouvernement de Taïpeh se dit être le gouvernement de la Chine, et, pour cette raison, il a quitté l'Assemblée générale lorsqu'il a vu le délégué de la République populaire de Chine occuper le fauteuil de la Chine.

M. Ryan: Le Canada a attendu 20 ans avant de se décider...

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Ryan: ... et nous avons une ambassade de Formose à Ottawa.

M. l'Orateur: A l'ordre!

M. Ryan: Le gouvernement va-t-il...

M. l'Orateur: A l'ordre! J'ai rappelé le député à l'ordre; il devrait se rasseoir.